

Richard Bergeron, chroniqueur urbain
Ici Radio-Canada Première 95,1 FM, émission Le 15-18

Fusions-défusions : 25 ans déjà

Chronique du 10 décembre 2025

Il y a 25 ans, estimant qu'il y avait trop de municipalités au Québec, pas moins de 1 400, le gouvernement de Lucien Bouchard prit la décision d'en forcer environ 300 à fusionner à leur ville-centre. Ce qui fut fait à Montréal, à Québec, à Longueuil, à Gatineau, à Sherbrooke, à Rimouski, et ainsi de suite jusqu'à Sept-Îles. En 2003, le premier gouvernement Charest fut élu, suite notamment à la promesse de tenir des référendums devant permettre aux anciennes villes de retrouver leur autonomie. Au terme du processus de *défusions* qui s'ensuivit, 31 municipalités avaient retrouvé une autonomie réduite, dont 15 à Montréal et 4 à Longueuil.

Cette chronique s'intéresse aux conséquences qui résultèrent des **fusions** pour Pierre Bourque et Vision Montréal, puis des **défusions** pour Valérie Plante et Projet Montréal.

Pierre Bourque s'autopeluredebananise

Fort de son slogan ***Une île – Une ville***, Pierre Bourque, maire de Montréal de 1994 à 2001, fut l’infatigable promoteur de la fusion de toutes les municipalités de l’île de Montréal. Il eut gain de cause en 2001, à la faveur du mouvement général de fusions municipales piloté par la ministre des Affaires municipales de l’époque, Louise Harel.

Bien mal lui en prit puisqu'à l'élection du 4 novembre 2001, il perdit le pouvoir aux mains de Gérald Tremblay. Pour comprendre ce qui s'est passé, il faut commencer par se pencher sur la carte électorale qui résulta de cette élection.

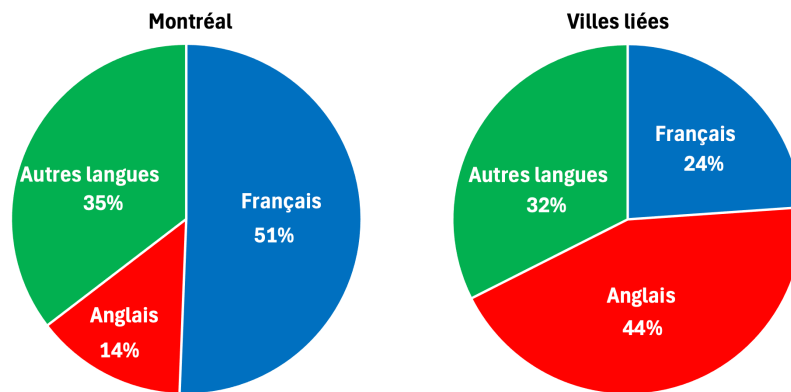


L'on y constate que Vision Montréal conserva le plein contrôle de 6 des 9 arrondissements historiques de Montréal. De son côté, Union Montréal, l'emporta autant chez toutes les villes reconstituées que chez les anciennes villes indépendantes n'ayant pas défusionné, en plus d'enregistrer des gains dans trois arrondissements historiques – Plateau Mont-Royal, Ville-Marie et Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Remarquez que la course fut tout de même serrée :

- Pierre Bourque s'inclina devant Gérald Tremblay par une marge d'à peine 5 points, soit 45,14 % contre 50,37%;
- En termes d'élus, Union Montréal emporta 40 districts. Contre 31 pour Vision Montréal.

Pour pousser l'examen plus loin, l'on doit s'intéresser aux profils socio-démographiques des électorats en présence. Il appert que la langue serait un premier facteur très significatif, comme l'illustre le premier graphe ci-dessous :

Distribution linguistique de la population de Montréal et des 14 villes liées



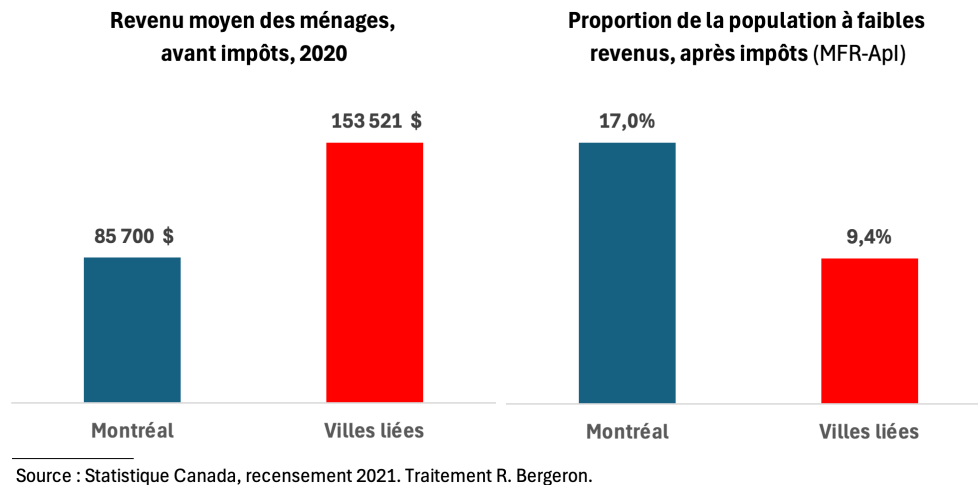
Note : L'indicateur est langue maternelle, réponse unique.

Source : Statistique Canada, recensement 2021. Traitement R. Bergeron.

- Les villes les plus réfractaires aux fusions « forcées », celles qui allaient défusionner en 2004 pour devenir les **villes liées**, accueillent une majorité relative d'Anglophones et une minorité de Francophones;
- Bien qu'il ne s'agisse bien sûr pas du seul facteur, l'hypothèse du profil linguistique vaut également pour plusieurs des anciennes villes indépendantes ainsi que pour les gains enregistrés par Union Montréal chez trois arrondissements historiques.

Le second facteur qui apparaît avoir été déterminant est celui des revenus. À cet égard, le graphe produit en page suivante montre que :

- Les habitants des villes qui allaient défusionner en 2004 touchent des revenus annuels pratiquement le double de ceux des habitants du reste de l'île;
- Ce qui se vérifie à l'autre bout du gradient de l'aisance économique, puisque l'on trouve chez les premiers un taux de populations à faibles revenus deux fois moindre que chez les seconds.

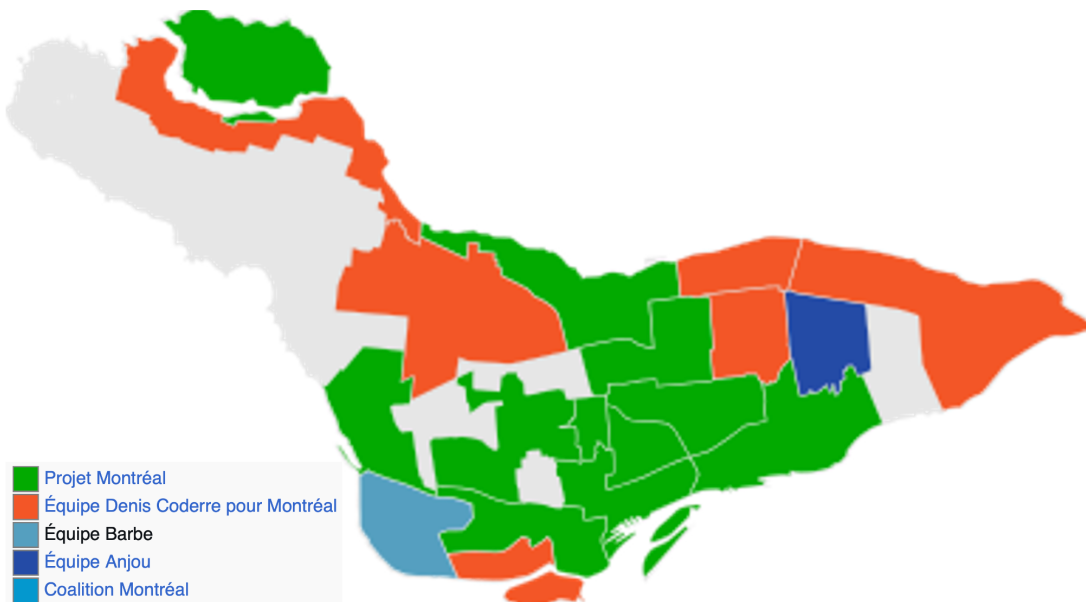


Remarquez que ce facteur de l'aisance économique n'explique pas tout puisqu'une population réputée riche, celle d'Outremont, choisira en 2004 de demeurer dans Montréal, quand les classes moyennes de Montréal-Est choisiront la défusion.

Pierre Bourque, alors qu'il parcourait le Québec avec son *Une île - Une ville*, ne pouvait deviner combien ces facteurs socio-démographiques allaient jouer contre lui à l'élection de 2001. Pour reprendre le délicieux néologisme de Jacques Parizeau, il s'est bel et bien *autopeluredenanisé*.

Valérie Plante récolte le fruit des défusions

Le malheur des uns fait le bonheur des autres. Pour les mêmes raisons qui ont joué contre Pierre Bourque, s'il n'y avait pas eu les défusions, dans aucun scénario Projet Montréal n'aurait-il réussi à accéder au pouvoir à la Ville en 2017. L'examen de la carte issue de cette élection confirme la validité de cette affirmation.



Mais bien avant Valérie Plante, j'avais personnellement conscience, début 2004, au moment où je fondais Projet Montréal, que le mieux auquel pourrait aspirer ce parti réformateur, pour dire le moins, serait de diriger quelques arrondissements centraux. Ce n'est qu'après les référendums sur les défusions, fin juin de cette même année 2004, que l'espoir est né de pouvoir un jour gouverner Montréal.

Conclusion

Des années plus tard, Jean Charest aurait avoué avoir commis une « **erreur terrible** » en permettant des référendums sur les défusions. En ce qui concerne Montréal, en quoi donc aurait-ce été une erreur de sa part ? Je suggère cette réponse : sans les défusions, le pouvoir à la Ville de Montréal était définitivement verrouillé en faveur d'administrations municipales favorables au PLQ.

Pour ma part, je salue cette « erreur terrible » en ce qu'elle aura permis à Projet Montréal de gouverner Montréal les 8 dernières années.